

<b>1984</b>	<b>Source :</b>  <i>Points critiques</i> <b>N° 21 - octobre 1984</b>
-------------	---

## **La gauche israélienne : année zéro**

**Marcel Liebman**

Il y a près de trois mois qu'ont eu lieu les élections israéliennes<sup>1</sup> et il est superflu de reprendre ici la Xième analyse de résultats que tout le monde connaît dans les grandes lignes : un maigre succès des travaillistes qui constitue, en fait, un échec ; un faible recul du Likoud qui constitue, en fait, une quasi-victoire ; un renforcement de petites listes de droite ; l'éclosion d'une formation pacifiste de gauche et, de manière générale, l'éparpillement de nombreuses voix sur un grand nombre de petits partis, le tout débouchant sur un « parlement impossible ». Tant et si bien qu'Israël s'est trouvé devant l'alternative de choisir entre un gouvernement d'« Union nationale » et le recours à de nouvelles élections. Ainsi naquit le cabinet Peres-Shamir, antichambre inédite du cabinet Shamir-Peres, qui, sauf accident, lui succédera nécessairement dans la seconde partie de la présente législature, Jamais l'« alternance démocratique » n'a pris, autant qu'à Jérusalem, l'aspect caricatural d'un partage du pouvoir qui équivaut à l'immobilisme et débouche sur l'impasse.

### **Le sursaut du Mapam**

Inutile aussi de revenir sur les supputations qui ont accompagné la naissance du nouveau gouvernement : sera-t-il la cause (en même temps que la conséquence) d'une paralysie profonde de la politique israélienne ? Ou réussira-t-il, en rassemblant des partenaires résignés à la cohabitation, à accomplir la principale tâche qu'on lui assigne : rétablir une économie qui, à elle seule et plus que tout le reste, justifie l'existence du mur des Lamentations ? Laissons ce pile ou face aux amateurs du genre. Interrogeons-nous plutôt sur les perspectives qu'ouvre la conjoncture nouvelle aux forces de paix israéliennes.

Le fait nouveau est l'apparition possible - rien d'autre que possible - d'un pôle progressiste qui, s'il se réalisait vraiment, serait susceptible d'offrir, et pour la première fois, une alternative politique au peuple israélien. On le sait : si l'on excepte le Parti

---

<sup>1</sup> Les élections anticipées du 23 juillet 1984.

communiste et ses alliés (4 députés) et quelques Individualités isolées, le tableau des partis israéliens a toujours offert le spectacle paradoxal d'une grande diversité allant de pair avec un regrettable monolithisme. Une mosaïque de formations en désaccord sur les mille et un problèmes qui font la trame de la vie politique, sociale et économique. Mais une unité presque sans fissures sur les grandes questions de la guerre et de la paix, telles qu'Israël les rencontre depuis sa création. Une unité qui se ramène à un triple non prononcé et répété de commun accord et d'une seule voix par à peu près tout le monde : non à l'évacuation des territoires conquis en 1967, non à la création d'un Etat palestinien, non à toute négociation avec l'OLP quelle que soit par ailleurs l'attitude qu'adopterait la résistance palestinienne et même dans l'hypothèse d'un nouvel et décisif assouplissement de son programme. Dans le langage politique international et pour ce qui est du Moyen-Orient, « niet » se prononce, et depuis longtemps, « lo ». Telle colombe du Parti travailliste pouvait être partisan d'une ouverture, même vis-à-vis des Palestiniens. Telle tendance du « Mapam » pouvait se prononcer avec fermeté contre les annexions de demain, d'aujourd'hui et même d'hier. Ces trop rares hirondelles n'annonçaient aucun printemps.

Or, voici que, à la faveur des remous provoqués par la formation du gouvernement d'« Union nationale », le même « Mapam » vient de rompre la coalition qui, depuis 1969, l'unissait au « Mapaï ». Le « Mapam », ce n'est somme toute que six députés (contre une quarantaine aux travaillistes). Mais outre que dans une « Knesset » très atomisée, ce nombre est loin d'être dérisoire, ces nouveaux opposants représentent une fraction historiquement importante du mouvement sioniste, la fraction proprement socialiste. Ce « Mapam », autrefois socialiste de gauche, a, pendant une quinzaine d'années, accepté et entériné toutes les entorses et violations accumulées par les travaillistes à un programme de paix et de progrès. Ses hésitations, ses réticences et ses scrupules n'ont jamais résisté aux arguments de pragmatisme et d'efficacité. Mais, par les vertus du général Sharon, le « Mapam » a eu un haut-le-coeur. La présence du principal responsable de la guerre du Liban au gouvernement et, ce qui plus est, au poste si important de ministre du commerce et de l'industrie, cette couleuvre avait trop la dimension d'un cobra pour pouvoir être avalée.

Que fera le « Mapam » débarrassé de la tutelle étouffante du « Mapaï » ? Renouera-t-il avec sa tradition de gauche ? Se souviendra-t-il qu'il fut autrefois partisan d'un Israël binational ? Et, sans remonter au déluge, comprendra-t-il le rôle quasi historique qu'il pourrait jouer dans la conjoncture présente en donnant à une politique franche de recherche de la paix la caution de son enracinement sioniste ? Il est trop tôt pour répondre à la question, mais il est intéressant de rapporter ici les déclarations faites tout récemment par le secrétaire international du « Mapam » au journal français *Révolution*, déclarations reprises intégralement par le *Drapeau rouge* du 24 septembre dernier [1984].

## La gauche nouvelle et divisée

Esquissant le programme que se propose de suivre son parti, Abraham Rozenkier affirmait ceci : « Nous lutterons sans répit pour mettre fin à la guerre du Liban et rapatrier nos soldats. Nous n'hésiterons pas à nous opposer à la politique d'implantation dans les territoires occupés et à y condamner toutes les exactions. Nous agirons pour l'égalité des droits entre Juifs et Arabes, pour la séparation de la religion et de l'Etat. Nous monterons en première ligne pour nous faire l'avocat des travailleurs et des couches défavorisées et enrayer l'aggravation du fossé socioéconomique ».

S'il faut prendre cette déclaration à la lettre, il y a là de quoi réjouir et de quoi inquiéter. Si le « Mapam » se lance effectivement avec énergie dans la lutte politique, rejetant l'esprit velléitaire qui fut le sien pendant tant d'années, sa vigueur pourrait donner un élan à l'ensemble des forces de paix. Malheureusement, la position prise par le secrétaire international des socialistes israéliens (les seuls sans doute à pouvoir encore aujourd'hui se revendiquer de cette étiquette) est aussi remarquable par ses silences qu'elle est intéressante par ses promesses. Rien n'y est dit sur le problème des annexions. Rien non plus, rigoureusement rien, sur les revendications palestiniennes et sur le problème du futur Etat palestinien. Aucune allusion à la reconnaissance éventuelle d'un Etat palestinien ni, *a fortiori*, à d'éventuelles négociations, fussent-elles conditionnelles, avec l'OLP. Troublant mutisme, affligeante timidité.

Mais tout ne tient pas au « Mapam ». Les forces de paix ne se limitent pas à ce parti. Il y a le « Ratz » (Mouvement pour les droits civiques) auquel Rozenkier fait allusion et qui groupe 4 députés; le « Hadash » (Front démocratique pour la paix et l'égalité) dont les communistes sont la composante principale et qui détient également 4 sièges à la « Knesset ». Il y a la Liste progressiste pour la paix, qui est, avec ses deux députés, un des nouveaux venus sur la scène politique israélienne. Rassemblement de Juifs et d'Arabes, elle a permis l'élection d'une des figures les plus marquantes des pacifistes israéliens, le général (de réserve) Mati Peled qui, depuis de nombreuses années, lutte à contre-courant pour la reconnaissance mutuelle d'Israël et des Palestiniens et pour des négociations entre le gouvernement israélien et l'OLP. Avec un courage dont il y a peu d'exemples et malgré les énormes obstacles que, de tous côtés, on dresse sur son chemin, il a poursuivi une longue marche qui, après en avoir fait l'allié le plus proche d'Issam Sartouï, en a fait l'interlocuteur direct de Yasser Arafat. Son élection va-t-elle donner à son action, dénoncée de tous côtés, comme celle d'un « traître », un poids et une légitimité qui en accroîtront l'efficacité ?

Si on ajoute à cet ensemble de seize députés quelques autres (par exemple du « Shinui », Mouvement pour le changement), on arrive à une vingtaine de parlementaires qui, par leur existence et leur action, peuvent cristalliser un courant pacifiste plus

puissant que jamais. Tant et si bien que jamais gouvernement d'« Union nationale » aura si peu justifié l'étiquette dont il se pare.

La solidité de cet ensemble de gauche dépend cependant d'une condition : sa capacité à surmonter ses divisions. De ce point de vue, rien n'est gagné. Les communistes, qualifiés d'« a-sionistes » - ce qui est déjà un sacrilège ! - sont fort isolés. Dans la récente campagne électorale, leurs relations avec la Liste progressiste pour la paix ont été marquées par de vives tensions et par un sectarisme pénible. Ce sont pourtant les deux seules formations à défendre ouvertement l'idée d'un Etat palestinien indépendant existant côte à côte avec Israël ; les seules aussi à proclamer la nécessité d'une négociation avec l'OLP avec qui elles ont d'ailleurs établi des contacts directs. *A fortiori* sera-t-il extrêmement difficile d'établir un front plus ou moins homogène de toutes les formations de la gauche. Et comment espérer que, à défaut d'une telle entente, l'alternative de paix puisse acquérir une suffisante crédibilité auprès d'un peuple formé de longue date dans un esprit de conformisme et d'intransigeance ?

### **Toujours Sharon**

Si la division de la gauche entretenait son impuissance, sa responsabilité serait lourde dans les drames que risque de connaître Israël. Car c'est bien de drames qu'il pourrait s'agir et qui concerneraient tant la situation internationale que l'évolution interne de l'Etat hébreu.

Ce ne sont pas seulement des formations d'extrême-droite qui sortent renforcées de la dernière consultation électorale, telle le « Tehiya » (Renaissance), groupe extrémiste situé à la droite du Likoud. Il y a, de toute évidence, le phénomène du rabbin Kahane, forcené de l'anti-arabisme terroriste, partisan ouvert et tonitruant de la déportation de centaines de milliers de personnes coupables d'altérer le caractère purement juif de l'Etat israélien. Certes, sa liste n'a obtenu qu'un seul siège à la « Knesset », siège qu'il occupe pour la plus grande gêne de ses collègues. Mais, comme l'écrivait le professeur Sternhell dans une fort intéressante interview publiée par *Regards* (27-9-1984), Kahane « n'est que la partie visible de l'iceberg ». Les courants qui, plus ou moins confusément et plus ou moins discrètement, s'identifient avec lui, ou pourraient le faire, représentent, selon Sternhell, un « bon tiers » de la société israélienne. Et l'historien israélien d'analyser les causes de ce qu'il appelle « le glissement à droite » de son pays. Il en trouve certaines dans « une éducation à caractère de plus en plus tribal. Au lycée, dans les deux classes terminales, on a pratiquement éliminé l'Histoire générale ; la philosophie a disparu depuis longtemps ; quant à la littérature générale, elle est quasiment inexistante. Tout est centré sur l'éducation juive, preuve supplémentaire d'un Israël de plus en plus fermé, de moins en moins tolérant ».

Il y a donc le rabbin Kahane et son immunité parlementaire nouvellement conquise. Et il y a, encore et toujours, Ariel Sharon. Condamné politiquement et moralement après l'enquête sur les massacres de Sabra et Chatila, Il a réussi à garder un poste secondaire dans les gouvernements Begin et Shamir. Plus près nous, il a failli évincer ce même Shamir lorsque, à la veille de la dernière campagne électorale, il a brigué la direction du Parti, obtenant 42 % des voix parmi les cadres dirigeants du « Herout ». Et le voici présent à la tête d'un ministère aussi important que le commerce et l'industrie, surtout dans la conjoncture économique presque désespérée que connaît Israël.

Inutile de rappeler qui est et ce que représente le bouillant général Mais un livre publié il y a peu par Ehud Yaari et Zeev Schiff a jeté quelques lumières supplémentaires sur le personnage. Dans *La Guerre des Dupes*, ces deux auteurs dont l'un, Zeev Schiff, est réputé comme un des meilleurs experts militaires israéliens, analysent le rôle joué par Sharon pendant la guerre du Liban. Ce qui en est dit démontre qu'il est pas seulement un baroudeur amateur d'expéditions militaires sanglantes. Sharon représente également un danger pour la démocratie tant sont grands son goût du pouvoir et sa capacité d'ignorer les règles politiques et constitutionnelles les plus élémentaires. Yaari et Schiff, documents authentiques à l'appui, démontrent que, dans la guerre du Liban, Sharon a souvent agi contre la volonté du gouvernement et même contre celle de ses généraux. Qu'il a violé des engagements solennels pris en conseil des ministres. Qu'il a délibérément et gratuitement provoqué l'armée syrienne.

Dans une interview accordée au journal *Libération* (13-9-1984), Ehud Yaari estime que « la tactique du "putsch" de Sharon a été très subtile. Il n'a pas perturbé le fonctionnement de la démocratie, il a simplement coupé les ponts de la communication entre les différents acteurs : les généraux sur le terrain, les services secrets d'un côté, les ministres à Jérusalem de l'autre ». Et le même auteur précise qu'un « putsch » dirigé par Sharon est désormais possible qui mettrait en grave danger les institutions israéliennes.

Pronostic hasardeux et pessimiste ? C'est possible. Mais tout le monde sait qui est le général Sharon et ce qu'il représente. Et le voilà néanmoins plus près que jamais des faites du pouvoir. Le charisme de Begin ayant disparu, Shamir n'étant pas de taille à combler ce vide, l'avenir de son rival paraît assuré. Et quel avenir !

L'inertie des travaillistes qu'aucune ambition n'anime - si ce n'est le désir de gouverner - est telle que la résistance à la droite, y compris la droite la plus implacable, ne peut venir que d'un sursaut démocratique surgissant des profondeurs mêmes de la société israélienne. Les forces de paix seront-elles en mesure de contribuer à cette réplique ? A cette heure, il faudrait au moins qu'elles soient conscientes de l'enjeu. Son importance mériterait en tout cas que reculent leurs divisions et que se forge leur unité.